SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 18 OCTOBRE 2021

L'an deux mil vingt et un, le dix-huit octobre à vingt heures zéro minute, le Conseil Municipal de Saint Martin sur le Pré, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence Monsieur Jacques JESSON, Maire.

Présents: Mesdames et Messieurs Laurence JACQUET-CHARPENTIER, Jean-François WALSHOFER, Jocelyne HERMANT-VALENTIN, Dorinda DA SILVA, Bernadette CASTELHANO, Stéphane MAYET, Florence CACHARD, Michel HATTAT, Fabrice VACHEZ, Emilie JOUREAU, Christiane LAGRAULET-REINHEIMER.

Absents ayant donné procuration :

Marie DEHAN ayant donné pouvoir à Jocelyne HERMANT.
Jean-Philippe BROCHET ayant donné pouvoir à Dorinda DA SILVA.
Frédéric SAINZ ayant donné pouvoir à Jacques JESSON.

Secrétaire de séance : Emilie JOUREAU.

Date de convocation : 13 octobre 2021.

N°2021-49 : Décisions modificatives n°05-2021 – budget général

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité des membres votants, d'inscrire les crédits suivants sur le BUDGET GENERAL de l'exercice qui seront pris sur les excédents de fonctionnement.

FONCTIONNEMENT

Dépenses

Crédits à ouvrir :

Chapitre	Compte	Montant	Nature
011	61521	+ 3 084.00 €	Remise en état du bassin de la halle
011	615232	+ 4 110.00 €	Curage EP exutoire chemin des sports

N°2021-50 : Décisions modificatives n°06-2021 – budget général

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité des membres votants, d'inscrire les crédits suivants sur le BUDGET GENERAL de l'exercice qui seront pris sur les excédents de fonctionnement.

FONCTIONNEMENT

Dépenses

Crédits à ouvrir :

Chapitre	Compte	Opération	Montant	Nature
	023		116 062.12 €	

INVESTISSEMENT

Dépenses

Crédits à ouvrir :

Chapitre	Compte	Opération	Montant	Nature
21	21318	ONA	+ 756.00 €	Construction d'un padel
21	21318	ONA	+ 515.65 €	Construction d'un padel
21	21318	ONA	+ 1 118.76 €	Crèche 1 ^{er} étage ERP
21	21318	ONA	+ 7 320.00 €	Crèche climatisation
21	2151	ONA	+ 21 718.20 €	Aménagement de sécurité
21	21571	ONA	+ 60 000.00 €	Achat véhicule électrique
21	2181	24	+ 13 440.00 €	Etude recomposition place
21	2188	24	+ 2 578.72 €	Illumination de Noël
21	2188	ONA	+ 8 614.79 €	Contrôle accès école

Recettes

Chapitre	Compte	Opération	Montant	Nature
	021		116 062.12 €	

N°2021-51 : Décisions modificatives n°07-2021 – budget général

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité des membres votants, d'effectuer un virement de crédits suivant sur le BUDGET GENERAL de l'exercice.

INVESTISSEMENT

Dépenses

Crédits à ouvrir :

Chapitre	Compte	Opération	Montant	Nature
21	2188	24	+ 5 177.36 €	Illumination de Noël

Crédits à réduire :

Chapitre	Compte	Opération	Montant	Nature
21	2121	24	- 5 177.36 €	

N°2021-52 : Avenants « Construction d'un padel »

Le Maire informe le Conseil Municipal sur la nécessité d'établir deux avenants relatifs à la construction d'un padel :

LOT 01 « Terrassement-Maçonnerie-Gros œuvre- Fondation spé » – Avenant plus-value n°1

Les modifications suivantes ont été apportées :

- Regard BA (EU) sur sortie du bâtiment existant et réhausse du regard électrique existant ce qui entraîne une plus-value :

Plus-value : + 630.00 € HT + 756.00 € TTC.

LOT 02 « Charpente métallique-couverture » – Avenant plus-value n°1

Motif suivant :

Erreur sur le taux de TVA ce qui entraîne une plus-value :

Plus-value : + 515.65 €.

En conséquence, le montant du marché passe de :

- 216 714.00 € TTC initialement prévu à 217 985.65 € TTC.

Après en avoir délibéré, et vu les conditions évoquées,

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres votants :

- **autorise** le Maire à signer les avenants n°1 en plus-value avec l'entreprise DP Construction (lot 01) et l'entreprise OKATENT (lot 02) dans les dispositions ci-dessus énoncées.

N°2021-53 : Echange de terrain parcelle AC 247 (nouvelle dénomination)

Annule et remplace la délibération n°52-2019 du 16 septembre 2019.

Le Maire informe les membres du conseil municipal que la commune est propriétaire de la parcelle dénommée « Rue du Pré » (domaine public) et que Monsieur Daniel JESSON est propriétaire de la parcelle AC 247 (anciennement numérotée AC 157) d'une contenance de 33 m2.

Un échange de terrain pourrait être envisagé, à savoir :

- La parcelle AC 247 pour une contenance de 33 m2,
- Une partie de la parcelle rue du Pré pour une contenance identique de 33 m2.

Monsieur le maire rappelle au conseil que cet échange intéresse la commune afin de sécuriser les circulations de l'école municipale.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil, à l'unanimité des membres votants,

- Acceptent cet échange énoncé ci-dessus et autorisent le Maire à accomplir les formalités nécessaires à cet échange.

N°2021-54 : Approbation des statuts de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne

Les statuts de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne ont été validés par arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 modifié.

Depuis, la Communauté d'Agglomération s'est vue, de par les évolutions législatives, transférer plusieurs compétences, a développé certaines compétences et a par ailleurs restitué des compétences aux communes.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres 10 compétences obligatoires énumérées à l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales. Aussi, le 1^{er} juillet dernier, la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne s'est vue transférer de plein droit la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale », la minorité de blocage des communes n'ayant pas été exprimée. Ces compétences obligatoires sont donc à reprendre dans les statuts de l'Agglomération.

Par ailleurs, l'article 13 de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a supprimé l'obligation d'avoir trois compétences optionnelles. Ces compétences sont actuellement considérées comme des compétences « supplémentaires ». Depuis le 1^{er} janvier 2020, il existe désormais 5 compétences supplémentaires au titre des dispositions de l'article L.5216-5 du CGCT. Le Conseil communautaire a décidé de continuer d'exercer à titre supplémentaire les compétences suivantes :

- la création ou l'aménagement et l'entretien de voirie d'intérêt communautaire ; la création ou l'aménagement et la gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;
- en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : la lutte contre la pollution de l'air, la lutte contre les nuisances sonores et le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

Aussi, des compétences facultatives ont été restituées aux communes et d'autres ne doivent pas être considérées comme des compétences, mais comme des outils mis à la disposition de l'EPCI et/ou des communes par le législateur pour exercer leurs compétences. Ces compétences ont donc été supprimées des statuts, à savoir :

- La compétence facultative « Tourisme - Patrimoine : (extraits des statuts de la CCRM - Article 25) Conservation, l'aménagement et l'entretien des immeubles et meubles classés monuments historiques ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire », restituée aux communes de l'ancienne CCRM ;

- La compétence facultative « Action culturelle (extraits des statuts de la CCRM - Article 26) », restituée aux communes de l'ancienne CCRM ;
- La compétence facultative « Aide aux associations et soutien aux manifestations et évènements (extraits des statuts de la CCRM - Articles 27 et 28) » restituée aux communes de l'ancienne CCRM ;
- La compétence facultative « Incendie et secours (extraits des statuts de la CCRM - Article 29) », restituée aux communes de l'ancienne CCRM ;
- Les compétences facultatives « Fonds de concours (extraits des statuts de la CCRM - Article 31) », « Mise à disposition de personnel (extraits des statuts de la CCRM - Article 32) » et « Opérations sous mandat (extraits des statuts de la CCRM – Article 33) » qui sont des outils mis à la disposition de l'EPCI et/ou des communes par le législateur pour exercer leurs compétences.

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté d'agglomération exerce des compétences facultatives qui ont été mises à jour afin de prendre en compte toutes les actions menées par l'Agglomération en matière de développement durable, de transition écologique et énergétique, d'économie circulaire et de biodiversité ainsi qu'en matière de scolaire, numérique et de télécommunications :

- 3- La construction, la réhabilitation, le fonctionnement et la gestion des équipements et services scolaire et périscolaire de l'enseignement préélémentaire et élémentaire des écoles ou regroupements scolaires suivants :
 - Commune de Bussy-Lettrée : école élémentaire, 4 rue Haute, 51320 BUSSY-LETTREE (qui sera restituée à la commune après la livraison du groupe scolaire de Soudron) ;
 - Commune de Condé-sur-Marne : école primaire « Confluence », 7 rue du 11 Novembre, 51150 CONDE-SUR-MARNE ;
 - Commune de Dampierre-au-Temple : groupe scolaire « Nobleslesle », rue des Sportifs, 51400 DAMPIERRE-AU-TEMPLE ;
 - Commune de Jâlons : école primaire des Cinq Villages, 1 ruelle des Amours, 51150 JALONS ;
 - Commune de Matougues : école primaire (2 bâtiments), 13 Grande Rue et le périscolaire, 5 rue de Hauts, 51510 MATOUGUES ;
 - Commune de Mourmelon-le-Grand : groupe scolaire Saint-Exupéry, rue Saint Exupéry, 51400 MOURMELON-LE-GRAND ;
 - Commune de Mourmelon-le-Grand : groupe scolaire Terme-Hilaire, 9 rue Terme Hilaire, 51400 MOURMELON-LE-GRAND ;
 - Sommesous : école maternelle, rue du Foyer de l'Avenir, 51320 SOMMESOUS ;
 - Sommesous : école élémentaire, 9 rue Chauffry, 51320 SOMMESOUS ;
 - Soudron : école primaire, 2 rue Principale, 51320 SOMMESOUS (qui sera restituée à la commune après la livraison du groupe scolaire de Soudron) ;
 - Soudron : périscolaire, ruelle du Menuisier, 51320 SOMMESOUS qui sera restituée à la commune après la livraison du groupe scolaire de Soudron) ;
 - Soudron : groupe scolaire et accueil périscolaire à construire, 35 Chemin des Hauts, 51320 SOUDRON ;
 - Vraux : école primaire « Les Carrières », 168 rue Basse, 51150 VRAUX ;
- 8. Mise en place et promotion d'actions en faveur de la transition écologique :
 - Aménagement du patrimoine naturel préservant et valorisant la biodiversité des écosystèmes sur le territoire de l'Agglomération :
 - Aménagement et entretien paysagers des berges des cours d'eau gérés par la Communauté d'agglomération (la Blaise, la Coole, la Marne, le Mau, la Moivre, le Nau, le Voué), des berges des canaux et les espaces jouissant d'une convention de gestion ou de partenariat avec Voies Navigables de France entretenues par la Communauté d'Agglomération (rive gauche du canal latéral à la Marne (côté chemin de halage), rive droite de l'anse du Jard jusqu'au relais nautique, canal Louis XII, canal de jonction, canal Saint-Martin (frayère et dégrillage récupérant les déchets flottants).
Les berges entretenues correspondent aux espaces végétalisés avant débordement de la rivière soit le haut des talus.
Les ouvrages (quais, ponts, passerelles et galeries) dont la propriété n'est pas communautaire ne sont pas inclus ;
 - Aménagement, entretien et gestion du domaine de Coolus ;
 - Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, sur le territoire de l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération : gestion et protection de la ressource en eau des captages d'eau potable situés sur les masses d'eau souterraines "Craie de Champagne Nord", Craie de Champagne Sud et Centre" et "Alluvions de la Marne", et des milieux aquatiques des unités

hydrographiques "Marne Craie" (VM.3), "Marne vignoble" (VM.4) et "Aisne Vesle Suippe" (VO.5).";

Protection et préservation de la biodiversité sur le territoire de la Communauté d'agglomération : mieux connaître la faune, la flore et les habitats (réalisation d'un atlas de la biodiversité inter-communal), sensibiliser la population,

- Les élus, les acteurs publics et les gestionnaires privés, mettre en place un plan d'actions pour les propriétés de l'agglomération (gestion des espaces, foncier, urbanisme, communication) et coordonner la mise en œuvre du plan d'actions de l'atlas sur le territoire intercommunal ;
- Animation, sensibilisation et soutien d'actions :
 - Pour la transition écologique et énergétique, et de l'économie circulaire ;
 - Pour l'environnement et le développement durable ;
- 10. L'aménagement numérique du territoire : établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et réseaux de télécommunications à très haut débit, ainsi que toutes les opérations qui y sont liées pour faciliter et accélérer le déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné et pour mobiliser l'ensemble des technologies disponibles afin d'améliorer la connectivité des territoires qui ne bénéficieraient pas immédiatement d'un accès à très haut-débit ;

Conformément à l'article L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal de chaque commune membre dispose, à compter de la notification de la délibération communautaire, d'un délai de trois mois pour se prononcer sur ces statuts. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Il vous est par conséquent, proposé d'approuver les statuts de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité de membres votants,

VU les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-17,
VU la délibération n°2021-132 du Conseil Communautaire en date du 23 septembre 2021 approuvant la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne,

OUI l'exposé qui précède,

APPROUVE les statuts de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne.

N°2021-55 : Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées s'est réunie le 16 septembre dernier pour arrêter les montants définitifs des attributions de compensation pour 2021.

Dans ce cadre, elle a acté la méthode de calcul des AC sur les transferts de compétences eaux pluviales :

Son rapport doit être soumis à l'approbation de l'ensemble des conseils municipaux des 46 communes membres. Conformément au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux avant la délibération proposée au conseil communautaire qui arrêtera les attributions de compensation définitives pour 2021.

En ce qui concerne la commune de Saint-Martin-sur-le-Pré, le montant des attributions de compensation définitives 2021 est arrêté au montant de 1 093 208.00 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres votants,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

VU le rapport de la CLECT en date du 16 septembre 2021,

DÉCIDE d'approuver le rapport de la CLECT 2021 qui évalue le montant des charges transférées et arrête le montant définitif des attributions de compensation 2021 pour la commune de Saint-Martin-sur-le-Pré à la somme de 1 093 208.00 €.

DIT que cette décision sera notifiée au Président de la Communauté d'Agglomération sous 3 mois.

Communication du rapport annuel d'activité des services communautaires

Le Maire présente le rapport annuel d'activité des services communautaires aux membres du conseil municipal.

Les membres du conseil n'ont pas d'observations particulières à formuler.

Points d'information

- Information sur l'achat des illuminations de Noël.
- Le Maire informe les membres du conseil municipal que la commission urbanisme a rencontré le lundi 11 octobre 2021 le représentant de la société Savart Paysage concernant la reconstitution de la place du Général de Gaulle.
Dans un premier temps, le représentant de Savart Paysage a présenté sa société et de ses compétences et dans un second temps, des réflexions et des lignes directives ont été émises pour avancer sur ce projet.
Ce projet pourrait inclure la propriété « Valentin » pour la création de places de parking.
Prochaine réunion prévue mi-novembre.
- Présentation du projet route de Louvois.
- Information sur les travaux du canal Saint-Martin réalisés par les Voies Navigables de France (VNF).
- Information sur l'école.
- Information sur le projet de création d'un « ilot fraîcheur », rue du Moulin.
- Information sur le fleurissement.
- Dates à retenir :
 - Marché d'automne le dimanche 24 octobre 2021,
 - Cérémonie du 11 novembre suivi d'un repas avec animation,
 - Bourse aux Jouets, livres et puériculture les samedi 6 et dimanche 7 novembre 2021,
 - Vente aux enchères de vins au profit du Téléthon le samedi 27 novembre 2021.
- Distribution des colis pour les aînés le dimanche 12 décembre 2021.
- Information sur le personnel de l'école.
- Compte-rendu de la réunion du Syndicat de démolition par Monsieur Fabrice VACHEZ.
- Information sur coût de l'aménagement de la cour des maternelles.
- Les prochaines Saint-Martinades auront lieu le 12 juin 2022 avec un forum des associations Saint-Martinaises.

Questions diverses

Pas de questions diverses.

**Séance levée à 22 heures 45.
Prochain conseil le lundi 15 novembre 2021.**